

“C'EST POSSIBLE !

LA PREUVE PAR L'EXEMPLE

#3 • janvier 2014



En Europe et partout ailleurs, Place au Peuple !

la revue du blog : www.gabrielamard.fr



PRENEZ LE POUVOIR !



Par
Gabriel Amard
Président de la
communauté
d'agglomération
Les Lacs de
l'Essonne,
Secrétaire
National du Parti
de Gauche,
membre du Front
de Gauche

Loin des discours de salon, les deux mains dans le cambouis, notre force politique a l'ambition de rendre le pouvoir au Peuple. Les mandats locaux, quelle que soit la dimension de preuve par l'exemple que les élus de notre association des élus du PG leur donne, ne suffisent pas, à eux seuls, à répondre à cette aspiration. Même s'ils sont nécessaires, car ils visent à démontrer que C'est possible !

Si nous voulons inverser le cours des choses, nous devons comprendre et analyser le monde dans lequel nous vivons : quels sont les rapports de force à l'œuvre ? Comment mettre le capital et le travail au service de l'humain ? Quelle société et quel monde voulons-nous ? Comment arracher le droit au bonheur à tous ceux qui nous mettent au service de la cupidité de quelques uns ?

L'union européenne et les organisations internationales en général sont des administrations qui ont confisqué le pouvoir aux peuples, dans le seul but de satisfaire cette minorité qui s'accapare le droit de se vautrer dans la richesse au prix des larmes et du sang de tous les autres. La démocratie ne s'exerce que dans l'espace limité qu'on daigne lui accorder. Et encore !

C'est en ne perdant pas de vue ce devoir de résistance que nous devons mener le combat et ne pas faillir. C'est le fil à plomb de ce 3^e numéro du magazine de mon blog « C'est possible ».

Dénoncer l'ordre établi et le nouvel ordre mondial au service du capital, mais aussi proposer un autre chemin.

« ¡ Que se vayan todos ! » disent nos amis latino-américains, de l'autre côté de l'Atlantique, nous nous joignons à eux pour adresser un « Qu'ils s'en aillent tous ! » à tous les oligarques, aux puissants qui saccagent notre monde au nom de l'argent roi.

« Nous, on peut ! » Haro sur la finance !
NON à l'austérité !
Oui à une Europe et un Monde de l'Humain d'abord !



¡ Que se vayan TODOS ! P3

11 Novembre 1918
un jour la paix ! P4

«Ce ne sont pas aux agences
de notation de faire la loi !» P6

«Standard and Poor's, ça se
traduit par Standard et Pauvres,
non ?» P7

Haro sur la finance ?
Je dis chiche ! P8

Au peuple grec qui est saigné,
nous crions avec lui :
résistance ! P9

Alerte : l'Union européenne
sabote le droit humain à l'eau ! P10

Bâtir l'Europe autour de
«notre eau commune» p12

Auriculaire Grèce et rigueur P13

Non au train fou oui à la
planification écologique P14

Des chiffres et des êtres p15

Face à la finance, aux lobbies
et mafias, la campagne
des européennes doit s'engager
tout de suite p16

Après l'Union Européenne,
la France s'y met : une circulaire
émanant de la haute fonction
publique convertie aux
politiques austéritaires P20

A Paris comme à Strasbourg, :
nous disons «non» à la rigueur ! P22



¡ Que se vayan **TODOS** !

C'est le titre du nouveau livre que sort Jean-Luc Mélenchon. C'est aussi la traduction du cri que poussait le peuple d'Amérique latine lorsqu'excédés par les politiques libérales qui le frappaient, de quelque gouvernement qu'elles viennent, il réclamait une autre politique.

Cela paraît sans doute excessif, outrancier. C'est aussi pourtant, le cri que poussent tous les libéraux du monde devant les expériences réussies des révolutions citoyennes qui ont lieu sur ce continent. Tentatives de putsch contre Hugo Chavez au Venezuela. Tentative de putsch contre Evo Morales en Bolivie. Tentative de putsch contre José Manuel Zelaya en Honduras. Et la nuit dernière tentative de putsch contre Rafael Correa en Equateur.

A chaque fois, des présidents légitimement élus. A chaque fois, des présidents populaires, soutenus par leur peuple. A chaque fois, des présidents qui ont mis en place des processus de décisions démocratiques d'implication populaire et des politiques anti-libérales.

Les libéraux essayent qu'ils s'en aillent tous, ces présidents. L'adhésion populaire à des politiques qui luttent contre la pauvreté, pour la réappropriation des ressources énergétiques du pays, contre

l'illettrisme, pour l'implication populaire dans les grands choix de la nation, contre les discriminations : tout ceci leur est insupportable. C'est la preuve par l'exemple jeté à la face du monde que des politiques alternatives à celles préconisées par le FMI existent. Et que ça marche. Que ça fait le bonheur du plus grand nombre. Tout le contraire de ce qui est fait Grèce ou en Espagne.

Pourtant, qui en parle ? Quand des manifestations, des tee-shirts ou des autocollants fleurissent pour «le Tibet libre», peu de voix s'émeuvent de ces attaques féroces anti-démocratiques, ces putschs militaires contre des présidents élus. Un seul média au monde a traité de la situation en Equateur cette nuit en direct : TeleSUR, la chaîne de télévision bolivarienne basée au Venezuela.

C'est pourquoi je suis fier que mon parti appelle à un rassemblement devant l'ambassade d'Equateur aujourd'hui à 18 heures. Nous ne pouvons rester sans réaction. Céder aujourd'hui, c'est en réalité déjà céder aux menaces qui ne manqueraient pas de survenir dans notre pays en cas de victoire d'une gauche porteuse de radicalité concrète. Résister aujourd'hui, c'est à la fois soutenir ces gouvernements devant la menace qui pèse sur eux et réclamer à notre tour qu'ils s'en aillent tous.

Je vous mets le communiqué de presse du Parti de Gauche à ce sujet :

Le Parti de gauche condamne fermement la tentative de coup d'état en Equateur

«Une nouvelle fois, l'Amérique latine est victime de l'offensive de l'ultra-droite contre la démocratie.

Des secteurs de la police nationale et des forces aériennes tentent actuellement de renverser le gouvernement présidé par Rafael Correa.

Celui-ci a été agressé par des gaz lacrymogènes alors qu'il tentait de dialoguer avec des policiers.

Ces secteurs multiplient les violences dans le pays et tentent d'occuper plusieurs aéroports et le Parlement. Massivement, le peuple occupe les rues de la capitale Quito et manifeste devant le palais présidentiel pour protéger la démocratie et son gouvernement.

L'Organisation des Etats américains et tous les pays du continent ont condamné cette tentative de coup d'Etat.

Le Parti de gauche s'associe à toutes les forces progressistes d'Amérique latine et du reste du monde pour condamner cette agression inacceptable contre la souveraineté populaire équatorienne et la démocratie.

Il manifestera sa solidarité en appelant à manifester à Paris dans les plus brefs délais en soutien à la démocratie en Equateur.»



11 Novembre 1918 UN JOUR LA PAIX !

En cette veille de 11 Novembre, il est de bon ton de se pencher sur l'atrocité d'une grande guerre. Sa réalité terrible pour la génération de nos arrière grands-parents. Des descriptions aux images si cruelles. Mon arrière grand-père Gabriel, d'août 1914 à octobre 1916 depuis la tranchée à Verdun, y donnait par courrier des consignes de vie à son fils Pierre de 11 ans.

Une guerre déclenchée et conduite déjà comme le dénonçait le grand Jaurès : « Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage ».

C'est par ces extraits du livre de Roland Dorgelès « Les croix de bois » Prix Fémina en 1919, que je vous invite à rentrer dans l'histoire :

« Quand on se penche sur cette bauge, on respire l'odeur terrible de leur fièvre, et la plainte suppliante de leurs râles confondus. L'un d'eux est là depuis une semaine, abandonné par son régiment. Il ne parle plus. C'est une chose tragiquement maigre, avec des yeux immenses, des joues creuses salies de barbe, et des mains décharnées, dont les ongles griffent la pierre. Il ne bouge pas, pour ne plus sentir la blessure assoupie de ses cuisses broyées, mais une soif horrible le fait geindre. La nuit, on lui porte de l'eau, du café quand il arrive. Mais dès midi, tous les bidons sont vides. Alors, brûlé de fièvre, il tend son cou maigre et lèche avidement la pierre du tombeau où l'eau suinte. Un petit, dans un coin, racle sa langue blanche avec un couteau. Un autre ne vit

plus que l'imperceptible halètement de sa poitrine, les yeux fermés, les dents serrées, toute sa forme ramassée pour se défendre contre la mort, sauver un peu de vie qui tremblote et va fuir. »

Le 11 novembre 1918, l'Armistice mettait un terme à la guerre la plus meurtrière que l'Europe ait connue : 12 millions de morts, 5 millions d'invalides, plus de 30 millions de blessés de toutes les nationalités. Dès le mois d'août 1918, Guillaume II avait compris que la guerre devrait prendre fin. Ce ne fut pourtant que le 29 septembre que l'état-major fit savoir qu'il désirait engager les pourparlers. Après la Bulgarie, la Turquie avait signé un Armistice le 31 octobre. L'Autriche, avec l'Italie, le 3 novembre. Le 29 septembre, l'Allemagne de son côté aurait adressé une demande d'armistice au Président Wilson. Celui-ci fit savoir que l'Armistice devrait répondre à des conditions telles qu'une reprise des hostilités par l'Allemagne serait impossible. La paix serait donc conclue sur la base des 14 points Wilson.

Le 27 octobre, le gouvernement allemand s'est soumis sans condition. Le 11 novembre, l'Armistice fut signé à Rethondes. Dès le 11 novembre, c'est une foule en liesse qui manifesta à Paris.

Un observateur de la Préfecture de police constatait : « Tous les visages sont ivres de joie ». Le 12, l'enthousiasme fut plus extraordinaire encore. La fête ne s'apaisa que le 13.

Des manifestations du même genre se déroulèrent dans toute la France : un journaliste de Clermont-Ferrand notait : « L'enthousiasme a dépassé toute imagination ».

Cette joie de voir cesser les combats, cette envie de faire de cette guerre la « der des der » ne suffira pourtant pas à enrayer la folie meurtrière des hommes. Les conséquences de la guerre sont considérables et pèsent sur l'histoire de la France pour des décennies. Le poids démographique était lourd : 1 400 000 morts, 750 000 invalides. L'ampleur de la saignée et de l'horreur du conflit fondent chez les anciens combattants la volonté de « ne plus revoir cela » et nourrissent le très fort sentiment d'attachement à la paix qui domine la période.

L'histoire de cette guerre est chaque jour à écrire.

Au printemps de l'année 1917, les combattants ont compris que cette guerre qui devait être rapide va s'enliser profondément dans les tranchées.

Cette guerre comptabilise déjà des centaines de milliers de morts, les batailles de la Somme et de Verdun sont encore trop présentes pour laisser échapper un doute sur un arrêt possible des combats. L'offensive lancée sur le chemin des Dames le 16 avril va se briser dès le premier jour sur les défenses allemandes. À la mi-avril on compte plus de 147 000 soldats qui sont mis hors combat, morts, blessés, prisonniers, disparus. En tout on comptabilisera 80 000 tués pour les mois d'avril et de mai

1917 dont la majeure partie l'auront été sur ce chemin des Dames. Malgré la promesse qu'il avait faite d'arrêter le sacrifice dès qu'il rencontrerait l'échec, le chef des forces Françaises, le général Nivelle, ne tint pas sa promesse.

Quoi que l'on puisse dire ou écrire aujourd'hui, j'ai moi l'intime conviction que ces fusillés de 1917 n'étaient ni des lâches, ni des traîtres mais des hommes qui en ce printemps ne supportaient plus l'absence de nourriture, la boue des tranchées, et les montées au front dont ils avaient l'intime conviction qu'elles ne servaient que les statistiques des états majors si éloignés de leurs préoccupations.

Dans ces jours encore plus sombres qu'à l'accoutumée, il n'en fut pas un qui déserta, qui fraternisa avec l'ennemi ou qui se révolta en première ligne. Ils se savaient sacrifiés mais ils voulaient être au service de la victoire.

On ne peut donc dire qu'ils étaient des mutins. Certains mêmes étaient bardés de citations et de décorations. Ce moment fut si douloureusement ressenti dans nos corps armés que dès le 15 mai le général Nivelle sera remplacé par Philippe Pétain ce qui témoigne, s'il en ait, d'un échec cuisant.

À la lumière de ses événements, chacun peut encore mieux comprendre pourquoi cet Armistice fut tellement attendu et espéré. Les images des populations en liesse lors de l'arrêt des combats sont les mêmes quelles qu'en soient les époques.

En effet, près de 100 ans après, il semble bien que des événements semblables existent encore dans des parties du monde où les peuples s'entre-déchirent continuellement. Le devoir de mémoire est un impératif absolu pour permettre à nos enfants le respect des autres, la tolérance mutuelle, bref tout ce qui permet à un citoyen de refuser cette logique implacable qui pousse les hommes de tous les âges, de tous les pays, de toutes les générations à s'entre-tuer pour des motifs industriels, égoïstes et abjects. Chaque guerre a sa spécificité, son origine et son dénouement.

Je vous invite à toujours le faire valoir, surtout parce que pour certains, la tentation est souvent grande de faire oublier la commémoration du 8 mai 1945, fin de la barbarie nazie, en regroupant, le temps d'un discours de 11 novembre, la commémoration de toutes les guerres.

Sans vouloir diminuer la réalité inhumaine et absurde de la guerre de 14-18, restons vigilants pour la paix, pour la République et pour la France.

OTAN, boucliers antimissiles : à quand le changement ?

Le « non-alignement » de la France a toujours été dans notre tradition. Et plus encore, dans la tradition de la gauche que de la maintenir à un niveau élevé. Or là, même si François Hollande a critiqué (à juste titre) le retour de la France dans le commandement intégré de l'OTAN décidé par Nicolas Sarkozy, il ne souhaite pas revenir en arrière. Pire, il a donc accepté suite à son voyage à Chicago que la France que notre territoire national abriterait le dispositif antimissiles américain. Je passe sur le fait que la France devra prendre une partie financière du coût. Mais je ne passe pas sous silence la philosophie qui sous tend tout ceci.

Si les Etats-Unis souhaitent un bouclier antimissiles basé en Europe, c'est parce qu'ils restent arc-boutés sur leur guerre «Occident contre Orient», «l'Alliance contre l'Axe du Mal». Cette «guerre» n'a aucune autre existence que théorique. Elle fabrique des adversaires là où il n'y en avait pas. Elle est surtout le prétexte d'une politique impérialiste américaine qui va occuper les pays du Moyen Orient dans lesquels il y a du pétrole ou du gaz, et qui ne leur sont pas dévoués. La France ne peut être complice de ceci. Nous n'appartenons pas à un camp ou l'autre, artificiellement créé qui plus est.

Considérer cet épisode d'un strict point de vue militaire n'est mettre en lumière que partiellement les enjeux. «La politique, c'est la guerre par d'autres moyens», paraît-il. Au moment où le Grand Marché Transatlantique va être mis en place, et qu'ainsi toutes les barrières douanières vont être abolies entre l'Europe et les Etats-Unis, faire partie du commandement de l'OTAN et accepter le bouclier antimissiles étasunien sur son sol est tout, sauf un hasard. C'est une cohérence qui place la France comme un pion sur l'échiquier international, dans le camp des USA.

Ce n'est pas la place de notre République dans le concert international, conformément à sa grande tradition d'autonomie qui lui confère cette voix particulière. Ce n'est pas non plus celle d'une France dirigée par la gauche, placée alors aux côtés des forces les plus capitalistes qui soient. Cette stratégie géopolitique fait le jeu des multinationales pétrolières et des spéculateurs des matières premières.

Avec le Front de Gauche, vous pouvez compter sur notre engagement sans faille en faveur de la paix et de l'indépendance française. Mon engagement personnel de député sera à l'image de cette détermination.

Mercredi, 23 Mai 2012





En librairie
le 15 septembre

«Ce ne sont pas aux agences DE NOTATION DE FAIRE LA LOI !»

MERCREDI, 24 AOÛT 2011

C'est le même processus au niveau des États. Les agences de notation, lorsqu'elles baissent la note d'un pays, donnent une justification à l'augmentation du taux d'intérêt auquel on lui prête. Décryptons ceci.

Lorsqu'un pays veut investir, il emprunte. Jusque-là, rien de plus logique : on fait peser sur plusieurs générations qui profiteront des infrastructures le coût de la dette. C'est donc un emprunt à long terme.

À qui empruntent les États ? À des banques privées.

Qui fixe les taux d'intérêt ? Des agences de notations privées.

Sur quels critères ? C'est simple : lorsqu'un pays veut financer des hôpitaux, des écoles, de la formation, des systèmes de protection sociale ou de retraite, pour les agences de notation, c'est de la mauvaise gestion. La note baisse, les taux d'intérêt augmentent, la dette s'accroît. Lorsque l'État s'appauvrit parce qu'il baisse les impôts des plus riches, c'est considéré comme de la bonne gestion, donc la note ne baisse pas et les taux d'intérêt stagnent.

Croyez-vous qu'il y ait un rapport entre le fait que les banques et les agences de notation appartiennent à des financiers très fortunés et qui ont des liens très étroits ?

Moralité ? Plus vous dépensez de l'argent pour réparer les dégâts causés par la crise financière causée par ces mêmes banquiers, plus vous vous appauvrissez... Et plus vous engraissez les engraisés ! L'exemple de la Grèce est en ce sens incroyable. Elle est en difficulté ? On lui prêtera de l'argent à des taux proches de 20% par an. Cet argent vient des banques, qui ont été renflouées par les États (donc par les salariés) après la crise financière. Les États ont prêté l'argent à des taux de 0,5%, via la Banque Centrale Européenne (BCE). Ne nous étonnons plus que les banques aient établi des bénéfiques records l'année d'après la crise qui a failli les mettre toutes à genoux. Il suffirait pourtant que la BCE prête directement aux États pour que ceux-ci aient des taux d'intérêt à rembourser qui n'handicapent pas leur croissance. Mais pour ça, il faut sortir du Traité de Lisbonne qui interdit une telle manœuvre.

Qui paie cette folie ? Les peuples ! Tondus à coup de plans d'austérité !

Pourtant, d'autres solutions existent pour sortir de la crise. Ceux qui nous gouvernent ne veulent pas faire ? Qu'ils s'en aillent. «Nous, on peut»

comme dit mon camarade économiste Jacques Généreux.

D'abord et avant tout, remettons quelques vérités à leurs places : certes, l'endettement des pays occidentaux existe. Pour autant, il n'est pas si catastrophique qu'on veut bien nous le faire croire. Il faut ramener l'endettement global sur le nombre d'années qu'il reste pour rembourser, et non sur le PIB annuel (= le revenu annuel de la France). Et là, ce n'est plus le chiffre de 85% mais celui de 12%.

C'est encore trop ? Et bien soit : plutôt que de baisser les dépenses, si on augmentait les recettes ? Car le budget d'un pays a ceci de différent avec le budget d'un ménage : un État décide de ses recettes.

Et Nicolas Sarkozy a renforcé l'implacable machine déjà mise en route par la droite depuis 10 ans, qui a asséché les finances publiques en baissant l'impôt des plus riches et en créant toutes sortes de niches fiscales.

Voilà ce que le Front de Gauche propose :

Taxons enfin les revenus financiers à égalité avec ceux du travail (aujourd'hui 40% en moyenne pour le travail contre 18% sur le capital)... Résultat : c'est 100 milliards de plus dans la caisse. 2 fois plus que le coût annuel du service de la dette qui est de 50 milliards. Largement de quoi faire. Nous risquons d'être «mal notés», me direz-vous ? Oui, mais par qui ? Des agences de notation qui sont la propriété d'adversaires politiques. L'exemple étasunien est édifiant. L'agence de notation qui a baissé la note des États-Unis appartient à un membre actif du Parti Républicain, adversaire acharné des Démocrates, du Président Obama et des hausses d'impôts ! Il n'y a pas en la matière de «critères objectifs». Moquez-vous des mines déconfitées des commentateurs de la vie politique et économique qui reprennent pour argent comptant, sans vérification aucune, les brèves de l'AFP.

Tout ceci n'est que le produit d'une idéologie.

Il faut commencer par résister à cet acharnement idéologique dont on nous rabat les oreilles, que ce soit par les médias, les «personnes autorisées» ou les personnalités politiques de tous bords. Ensuite, on s'aperçoit alors que nous pouvons faire autrement. Ne nous laissons pas avoir par des affoleurs ! C'est le sens de nos propositions qui viendront nourrir le débat politique tout au long de la campagne électorale qui, à travers la lutte pour l'analyse de la crise, a d'ores et déjà commencé.

«Standard and Poor's, ÇA SE TRADUIT PAR STANDARD ET PAUVRES, NON ?»

VENDREDI, 13 JANVIER 2012

Nous perdrons donc ce triple A parce que nous dépensons trop et ne travaillons pas assez. Excellent prétexte pour nous faire travailler plus en nous payant moins. La réalité, pour peu qu'on prenne le temps de la regarder en face, c'est que depuis des années on réduit les dépenses de l'Etat ! L'austérité dure depuis des années, le service public est massacré, les recettes de l'Etat sont en baisse pour enrichir quelques puissants, pour quel résultat ? C'est pire. Tellement pire qu'on perd cette note. Tout ceci ne sert donc à rien. Ils sont aussi injustes qu'inefficaces dans les politiques qu'ils mettent en place. Mais qu'ils nous laissent donc faire !

Le gouvernement du Front de Gauche ne fera jamais une politique pour contenter les marchés. Du reste, qu'on le fasse ou pas, ils dégradent la note. Nous, c'est «l'humain d'abord». C'est le prisme par lequel toute politique doit être examinée.

Nous devons garder notre très haute productivité horaire ? Cela nécessite des salariés formés, éclairés, conscients et en bonne santé : priorité à l'école, à la santé et au retour à l'âge de la retraite à 60 ans. Si les Français vivent plus longtemps, n'est ce pas parce qu'ils partent plus tôt à la retraite ?

Nous devons créer de l'emploi ? Un plan de relance de l'activité en augmentant les bas salaires, avec la hausse du SMIC à 1.700€/mois; remplira les carnets de commande de nos entreprises. Nous nous protégerons du dumping social derrière des barrières fiscales qui stopperont ce ridicule libre échange qui détruit tant les Hommes que la planète. Nous arrêterons de ponctionner les collectivités locales qui représentent à elles seules 70% des investissements publics du pays. Nous devons protéger notre écosystème ? La planification écologique sera l'instrument qui mettra en cohérence nos activités économiques et réorientera notre production et notre consommation vers une priorité écologique.

Pendant que tous les candidats proposent une austérité à leur sauce, nous prenons le contrepied. S'ils ne savent pas faire autrement, nous on sait. On sait financer ces politiques publiques tant par la relance économique que par une fisca-



lité différente, qui limite les revenus, taxe autant le capital que le travail, chasse la fraude fiscale, supprime les niches qui ne profitent qu'aux plus riches. C'est 195 milliards d'euros par an que l'Etat retrouverait comme marge de manœuvre.

Lors de l'émission de télévision d'hier, Jean-Luc Mélenchon a apporté la preuve que le Front de Gauche saurait faire. Ce n'est pas fini. Je vais dès ce soir à Nantes préparer le meeting de notre candidat à la présidentielle. Je serai le 18 janvier à Tarbes, une nouvelle fois pour démontrer pourquoi et comment on peut définancieriser un bien commun.

Dans la circonscription où je suis candidat aux législatives dans la 7^e circonscription de l'Essonne, nous nous réunirons le 1^{er} février à Savigny sur Orge pour assister à la projection du débat Jean-Luc Mélenchon / Eva Joly au salon Marjolaine ; puis le 10 février à Juvisy sur Orge pour une assemblée citoyenne qui présentera en image le meeting de la Fondation Copernic sur l'eau avec les positions du PS, d'Europe Ecologie, du NPA, de la FASE, du PCF et du PG.

La perte du triple A ne nous paralyse pas. Nous ne sentons pas des frissons dans notre échine nous incitant à nous courber devant les injonctions du marché. Au contraire : elle valide le constat que l'on fait que l'austérité appelle l'austérité, ne fait qu'aggraver la situation économique et sociale de la France. C'est l'heure d'être debout, les gens ! Prenez le pouvoir.--



Harosur la finance ? **JE DIS CHICHE !**

VENDREDI, 03 FÉVRIER 2012

D'abord, en séparant les activités de crédit et d'investissement des banques, qui vise à empêcher les banques de spéculer avec les dépôts des particuliers. Cette idée commence à faire consensus. Elle est certes louable mais elle est en train d'être mise en place en Grande-Bretagne et l'Europe y réfléchit fortement. Sans faire de procès d'intention, on peut douter de leur réelle volonté de lutter contre la spéculation, alors même qu'il s'agit sans doute des 2 entités les plus libérales de la planète.

Ensuite, en interdisant les produits financiers «toxiques». Ça ressemble comme deux gouttes d'eau à du Front de Gauche. C'est en tout cas absent du projet socialiste. Et pour cause, c'est contradictoire avec les traités européens qui favorisent la concurrence y compris des produits financiers, dont la plupart mêlent activité réelle et spéculation pure (comme les SICAV par exemple).

François Hollande propose aussi la suppression des stock-options. Là encore, c'est contradictoire avec le projet socialiste, qui ne préconisait que d'en limiter leurs rémunérations. L'actuelle proposition du candidat socialiste ressemble étrangement à la pro-

position de l'UMP, qui se déclare elle aussi en faveur de la suppression des stocks options sauf pour les PME.

Autre proposition que le PS et l'UMP se partagent, c'est l'interdiction d'implantation dans les paradis fiscaux. Depuis la crise, nous avons entendu bon nombre de fois Nicolas Sarkozy enfourcher ce cheval de bataille. C'est une mesure déjà entreprise, donc. Vous voulez savoir comment ils s'y sont pris ? Non, ils n'ont pas chassé les banques ou filiales des grands groupes des paradis fiscaux. Ils ont fait signer à ces pays des accords de coopération qui les sortent de la liste des «paradis» ! Ainsi, les Iles Caïman, les Bermudes ou Monaco ne sont plus considérés comme des paradis fiscaux, par exemple, sans même parler de la City de Londres ou de la Suisse, les deux plus grandes «blanchisseuses» du monde.

Il propose également de créer une agence publique de notation européenne. Le problème ne serait donc pas la notation, mais par qui elle est faite ! Proposition qui n'a aucun sens : si elle est publique, elle devra se soumettre aux dépenses d'intérêt général ; et donc ne pas tenir compte des impératifs financiers mais des besoins humains. Elle ne servira donc à rien. Si elle est, comme la Banque Centrale Européenne (BCE), indépendante du pouvoir politique, et n'obéit qu'à une charte équivalente à celle de la BCE, elle sera aussi nuisible qu'une agence privée. A condition qu'elle soit efficace, car les marchés se soumettraient-ils à une agence publique dont ils contesteraient la légitimité.

Enfin, il propose de taxer les transactions financières. Profitons-en, c'est à la mode ! Rappelons que le Parlement européen a déjà voté le principe d'une telle taxe ; l'Assemblée nationale aussi. Ne reste qu'à en définir le taux, et cela verra le jour. Mais non, c'est trop simple, n'est-ce pas ? Alors Nicolas Sarkozy (qui s'est également déclaré pour) propose un «impôt de Bourse», dont la portée sera extrêmement limitée, d'autant qu'elle est critiquée partout en Europe car uniquement nationale. Du coup, François Hollande propose la même chose mais au niveau européen. Problème ? L'Europe n'en veut pas. Un coup d'épée dans l'eau supplémentaire...

Bref, la déclaration d'intention n'est pas réellement suivie de propositions radicales et concrètes. D'ailleurs, moins d'une semaine après, à Grenoble cette fois, il déclarait «Je ne suis pas contre la finance, et je n'ai rien contre les banques». On s'en doutait mais merci de l'avoir clarifié...

C'est donc bien avec le gouvernement du Front de Gauche et Jean-Luc Mélenchon que nous pouvons donner au pays le pouvoir de gouverner face aux banques et à la finance.

Au peuple grec qui est saigné, **NOUS CRIONS AVEC LUI : RÉSISTANCE !**

MARDI, 14 FÉVRIER 2012

Aux exactions précédentes perpétrées contre lui, voilà qu'on y ajoute une baisse de 22% du salaire minimum, qui sera désormais de 586€ bruts sur 14 mois ! Ajoutons-y la suppression dans l'année de quinze mille emplois publics, de nouvelles coupes dans les retraites et dans les salaires des fonctionnaires, puis dans le budget de la sécurité sociale, ainsi que la privatisation de quatre entreprises d'Etat...

Ce projet est porté par une coalition gouvernementale alliant tout l'échiquier politique excepté le Parti communiste grec. Tous unis pour appliquer la rigueur, ça ne vous rappelle rien ? Lorsque François Hollande déclare sur Canal Plus dimanche que le peuple grec doit accepter ce nouveau plan d'austérité, ça ne peut que nous faire frémir à l'avance. Du reste, il devrait lui aussi en frémir : plus de 130 députés du Parti socialiste grec ont refusé de voter ce plan, se faisant illico presto exclure de leur parti.

Je pense à cet instant à tous les socialistes français qui n'arrêtent pas de s'exprimer contre l'austérité et la rigueur, qu'elles soient françaises ou grecques, comme mon ami Gérard Filoche. Ils ne pourront pas dire qu'ils ne sont pas prévenus, ils savent ce qui les attend...

Pourtant, le peuple grec ne se laisse pas faire : manifestations géantes, grèves générales, etc. Le nouveau gouvernement a été constitué sans élection, le référendum annoncé un temps par l'ancien premier ministre Monsieur Papandréou a été retiré sous pression européenne, le peuple est à l'écart des décisions. Il doit payer mais se taire et se soumettre. Sous la pression des politiques européennes et des diktats des marchés, les peuples payent. Point.

Au Front de Gauche, nous pensons qu'il fait faire exactement l'inverse. Redonner au peuple voix au chapitre, relancer l'économie en augmentant le salaire minimum, protéger les salariés dans leur santé et leur retraite. C'est comme ceci que l'économie se relancera avec une main d'œuvre en bonne santé, que les rentrées fiscales pour le pays augmenteront, que chacun sera plus heureux



qu'il ne l'était hier. Avec l'élection présidentielle en France, c'est l'orientation que nous portons, avec Jean-Luc Mélenchon. Ce qui est valable pour nous l'est pour les autres. C'est pourquoi nous soutenons le peuple grec qui résiste, et appelons à aller manifester contre l'austérité.



Alerte : L'UNION EUROPÉENNE SABOTE LE DROIT HUMAIN À L'EAU !

Le calendrier réserve bien des surprises. Ce jeudi 22 mars, nous célébrons la journée internationale de l'eau et de la sécurité alimentaire.

La veille, j'ai reçu un courrier électronique m'informant que l'Union européenne travaille à ce que le droit à l'eau et à l'assainissement ne soit plus considéré comme un droit fondamental pour l'humanité. Depuis plusieurs mois, l'Organisation des Nations-Unies travaille, avec d'autres organismes internationaux comme l'Union européenne, à la rédaction du texte en vue du sommet de la terre « Rio+20 ». Ce document, intitulé « Le Futur que nous voulons », fixe les grandes orientations en matière de développement durable. Il évoque donc les questions liées à l'eau et à l'assainissement. Or, Nis Christensen, chef danois du Secrétariat de Rio +20, a confirmé le 18 mars que l'Union européenne propose de supprimer la référence au droit humain à l'eau et à l'assainissement dans le texte de l'ONU.

Je condamne avec la plus grande fermeté cette tentative de l'actuelle Union Européenne de saboter la grande conquête que représente la reconnaissance du droit humain à l'eau et à l'assainissement par l'Assemblée Générale des Nations Unies le 28 juillet 2010. Si elle est choquante, elle n'est pas étonnante. Il faut savoir que 16 pays de l'UE sur 27, donc la majorité des Etats membres, se sont abstenus lors du vote de la résolution de l'ONU. Dans les pratiques

onusiennes, l'abstention signifie une forme voilée d'opposition. Il faut empêcher que ces mêmes pays (parmi lesquels le chef de file est le Royaume-Uni) parviennent à mutiler le droit à l'eau à l'occasion de Rio+20, la plus grande rencontre de ces vingt dernières années par la communauté internationale sur le devenir de la vie sur la Planète Terre. Vous comprendrez aisément mon écoeurément ce matin. Vous comprendrez pourquoi je signe des deux mains la lettre ouverte initiée par Ricardo Petrella, secrétaire général du Comité international pour un Contrat mondial de l'eau, en direction des parlementaires européens. Que ce soit localement, avec la Communauté d'agglomération Les Lacs de l'Essonne, ou nationalement avec mes amis de la Fondation France-Libertés et Aqua Publica Europae, je n'ai cessé de me battre pour que l'accès à l'eau soit reconnu comme un droit inaliénable de l'Humanité. L'eau est le bien commun à tout être humain et, comme je l'ai déjà dit et redit, il est d'autant plus précieux que rare.

C'est au nom de ce principe que, depuis le 1er janvier 2011 qu'elle existe, la Régie publique Eau des Lacs de l'Essonne a fait le choix de la gratuité des 3 premiers litres par jour et par personne. C'est aussi pour sensibiliser à la rareté du bien commun qu'est l'eau que nous avons mis en place un tarif d'accès au service progressif. Plus on consomme, plus on paie. Cela a pour but de prévenir le gaspillage de la ressource. Avec mes amis du Front de Gauche, je vous enjoins à interpellier vos députés européens pour mettre fin aux agissements des négociateurs de l'Union européenne, qui ne disposent d'aucun mandat du peuple, d'aucune consigne démocratique fixée par les 500 millions d'habitants de l'Europe.

En ce jour où chacun doit se sentir encore plus concerné par l'eau et la sécurité alimentaire, c'est une question de justice pour tous.

Jeudi, 22 Mars 2012

VITE UNE MARÉE CITOYENNE !

VIVE LES RÉGIES PUBLIQUES DE L'EAU

<http://www.marecitoyenne.fr/>

Après Paris, Berlin revient au Service Public dans la gestion de l'eau

Le Sénat de Berlin a signé le 18 juillet 2012 un contrat de 618 Millions d'euros pour récupérer à 75% sa régie publique des Services de l'Eau.

Depuis 1998, ville et région de Berlin étaient liées pour leur gestion de l'eau à deux géants : l'allemand RWE et le groupe français Veolia. Le Sénat a récupéré la part de RWE et propose maintenant au groupe français Veolia son ticket de départ !

Le contrat de 1998 était conclu pour durer 30 ans. En 2011, les citoyens de Berlin ont décidé par un vote à 98% de oui dans le cadre d'un référendum de reprendre la gestion de l'eau et de l'assainissement en service public. Les contrats aux privés étaient truffés de clauses secrètes et confidentielles qui ont notamment permis cette victoire du Berliner Wassertisch «initiative de la table ronde» avec l'appui des Partis Pirates et écologistes. Evidemment le prix du service de l'eau reste trop élevé pour les activistes de cette initiative, mais l'essentiel est que le groupe français soit mis en minorité, le Sénat contrôlant de nouveau à 75% l'Eau dans la ville et dans la région. L'heure était à la fête hier mais les activistes s'attaquent déjà au prochain objectif : Avec 30.000 signatures, un référendum sur la gestion publique de

l'énergie est possible. Le référendum populaire sur l'eau était le premier qui avait réussi dans la ville : alors que l'autorisation pour un référendum nécessitait 20.000 signatures, le référendum sur l'eau a obtenu une participation de 660.000 votants !

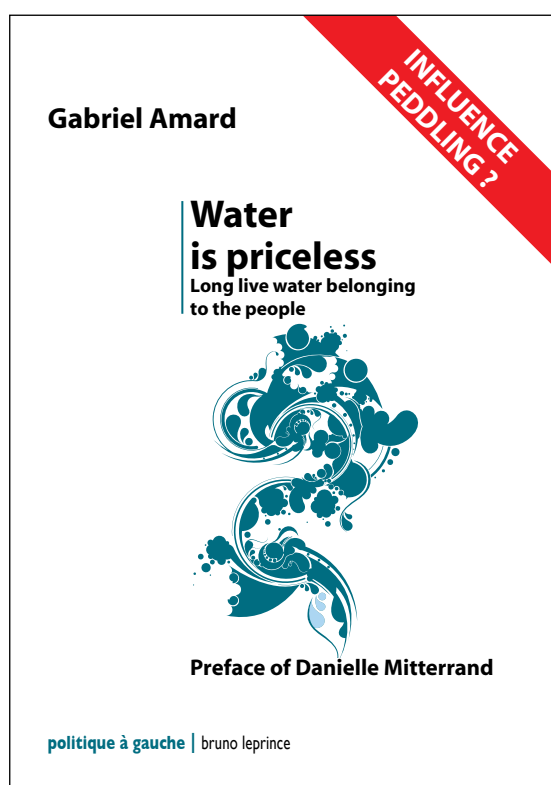
C'est une victoire de la démocratie directe dont le consommateur allemand est directement bénéficiaire : le prix de l'eau a pu baisser de 20% ! L'initiative des Citoyens a en effet obtenu le soutien de la Cour Nationale de la Supervision de la concurrence : c'est dans ce cadre que les groupes privés ont été condamnés à une baisse de 20% du prix du service de l'eau. La mise en place de ces nouveaux prix a été mise en œuvre dès le 1er juillet. Cet acte profondément civique de reprise en main du service de l'eau par les citoyens eux-mêmes via le référendum a fait fuir le géant allemand RWE. De son côté, le groupe français Veolia Environnement, qui détient 24,95% du service de l'eau de Berlin, vient de faire savoir qu'il comptait également vendre sa participation.

France Libertés - Fondation Danielle Mitterrand salue le travail citoyen des berlinois et se réjouit de ce retour à une gestion publique à l'instar de nombreuses villes dont Paris. La mise en œuvre de ce référendum très populaire, après ceux organisés en Uruguay et en Italie, est une très bonne nouvelle pour nos démocraties. Il ne faut pas pour autant penser que tout est gagné car le cas récent de la Communauté d'agglomération des Lacs de l'Essonne montre qu'une multinationale n'a pas hésité à utiliser une officine pour déstabiliser les élus de cette agglomération et de Paris. Dans la période de crise que nous traversons la démocratie semble en danger. Comme à Berlin, c'est l'action des Citoyens qui doit permettre de la renforcer.

Vendredi,

20 Juillet 2012

Bâtir l'Europe **AUTOUR** DE «NOTRE EAU COMMUNE»



Ce samedi, je prendrai la direction de Bruxelles, pour participer aux assises franco-belges de l'écosocialisme, où j'interviendrai lors d'une table ronde sur les radicalités concrètes. Plusieurs organisations de la gauche belge seront présentes, le mouvement Vega (Verts pour une gauche alternative), le Mouvement de la Gauche (wallon), le parti Rood. Il s'agit là d'un moment important de rencontre et de réflexion qui permettra, je l'espère, de renforcer les convergences européennes et transfrontalières en vue de la construction d'une Europe écosocialiste.

Le problème de l'eau et les solutions qu'il est possible de lui apporter aux échelles locales comme européennes, sont à l'ordre du jour. En effet, le souci écologique, et plus particulièrement en ce qui concerne l'eau, ne peut pas simplement être régional. La gestion et la définition des bons usages de l'eau supposent un effort collectif et transnational. Malheureusement, les tentatives européennes pour définir un cadre réglementaire qui répondrait à ce problème sont aujourd'hui insuffisantes. L'UE a mis en place deux textes importants : en 2000 la Directive Cadre sur l'Eau (DCE), et en 2012 Water Blueprint ou « Plan d'action pour la sauvegarde des ressources hydriques en Europe » qui oriente la politique européenne de l'Eau jusqu'en 2030.

Ces textes programmatiques développent une certaine idée de la ressource hydrique qui est révélatrice de l'idéologie qui accompagne aujourd'hui la construction européenne. La DCE comme le Water Blueprint économicisent la question de l'eau en en faisant une ressource d'importance capitale pour les activités de production. L'eau est ainsi considérée comme une ressource indispensable à l'économie, ces textes ne font que très peu de cas du rapport entre l'humain et l'eau, ou entre la nature et l'eau. L'un des symboles de ces manques se trouve dans la question de la propriété de la ressource hydrique. La DCE comme le Plan se refusent à une autre définition que celle d'un bien marchand pas comme les autres. D'ailleurs, ils posent comme une nécessité la monétarisation des services hydriques, plaçant de fait la question de l'Eau dans une logique commerciale.

Cette conception laisse échapper la maîtrise de la ressource hydrique au politique. Les plans européens visent à encadrer la mise sur le marché de l'Eau sans aucune volonté de l'en substituer. Ainsi, ils ne permettent pas de développer une politique cohérente européenne de l'Eau, et ce car l'UE laisse cette gestion aux acteurs privés tant qu'ils sont en adéquation avec les cadres réglementaires. L'urgence écologique rend pourtant aujourd'hui nécessaire de changer notre vision de l'Eau. 60 % des ressources européennes se trouvent sur une zone frontalière, l'Eau a donc, de fait, un caractère européen. Elle doit en conséquence être traitée comme telle, c'est à dire comme un bien commun européen. S'engager dans une telle logique amène à penser notre responsabilité collective vis à vis de cette ressource et à développer une politique européenne publique de l'Eau. Ainsi, l'Eau comme ressource collective inaliénable doit être protégée non pas pour son intérêt stratégique en matière économique, mais surtout car elle est nécessaire à notre patrimoine humain et naturel. L'Empire romain s'est bâti sur la méditerranée comme « mare nostrum », il faut aujourd'hui bâtir l'Europe autour de « notre Eau commune ». Un tel cap implique une politique européenne intégrée et participative qui permette une gestion démocratique de l'Eau prenant en compte à la fois le local et le global.

La reprise en main par les collectivités de leur destin hydrique est donc une étape dans la construction d'une politique européenne alternative. Il s'agit de faire bouger les lignes pour montrer qu'une autre gestion des ressources est possible. C'est avec cette attitude qu'il faut construire nos radicalités concrètes, en montrant que par la participation des citoyens et avec une approche écologique, il est possible de créer une autre société.

Auriculaire GRÈCE ET RIGUEUR

Vendredi, 29 Juin 2012

Je ne passe pas sur les leçons qui ne sont pas tirées de ce qui se passe partout ailleurs. Combien de temps l'argument de l'exotisme tiendra-t-il ? Lorsque les gouvernements sociaux-démocrates succèdent aux gouvernements libéraux en Amérique latine, pour appliquer les mêmes recettes libérales, c'est tout le système politique qui s'effondre. Mais c'est différent. C'est loin. On peut pas comparer... Lorsque les gouvernements sociaux-démocrates succèdent aux gouvernements libéraux en Grèce, pour appliquer les mêmes recettes libérales, c'est tout le système social qui s'effondre. Mais c'est différent. C'est loin. On peut pas comparer... Lorsque les gouvernements libéraux succèdent aux gouvernements sociaux-démocrates en Espagne, pour appliquer les mêmes recettes libérales, c'est toute l'économie qui s'effondre. C'est moins différent, c'est moins loin... Mais on ne peut toujours pas comparer !

La rigueur, ça ne marche pas. Dans quelque sens que vous le prenez, ça ne peut pas marcher. Nos difficultés ne sont pas un problème de dépenses mais un problème de recettes. Il s'agit donc de s'attaquer de front à la répartition de la richesse produite, en piochant là où les richesses se sont accumulées pendant des années : chez les ultra riches, qui eux ne connaissent pas la crise. Les analyses électorales à l'emporte pièces ne résisteront pas longtemps aux faits. La prise de conscience est chaque fois plus grande.

En Amérique du Sud, c'est peut être différent, sûrement loin : pourtant, ce sont les mêmes mécanismes ont conduit à ce que des forces alternatives de gauche, non compromises avec les sociaux démocrates, parviennent au pouvoir. En Grèce, ils peuvent toujours gloser sur le fait que la droite, par ailleurs coalisée avec les sociaux démocrates, a gagné le dernier scrutin : la gauche Syriza est passée de 3,3% en 2004 à 27% en 2012 ! En France, il en est de même. Que n'a-t-on entendu sur « l'échec » du Front de Gauche ! L'évolution entre 2007 et 2012 est pourtant faramineuse : de 1,9% à 11,1% en 5 ans.

Pour nous, il n'est donc pas question de faire le jeu de la droite. Mais nous resterons des acteurs exigeants vis à vis du gouvernement actuel. En toute autonomie. Et les leçons des scrutins partout dans le monde nous servent de boussole. Nous sommes la force conquérante.

Blanc bonnet, bonnet d'âne

On l'a vu lors de la dernière élection présidentielle aux Etats-Unis, l'élection de Barack Obama devait tout changer. Finis les conflits dans le monde à cause de l'impérialisme américain ; finies les inégalités sociales ; finies les inégalités raciales. La Grande et Glorieuse Amérique devait changer. Le changement, ça devait être maintenant.

Et bien non. Selon John MacArthur, le directeur du Harper's magazine, ce changement est une escroquerie parce que le système politique américain est corrompu. Non que les politiciens y soient plus malhonnêtes qu'ailleurs mais c'est le fonctionnement basé sur les dons illimités qui corrompt tout. Ce même John Arthur raconte volontiers cette anecdote : une fois élu, Obama reçoit les caciques du Parti Démocrate, qui lui signifient « que c'est bien d'avoir été élu sur une campagne populiste, mais qu'il fallait remiser ses envies de justice sociale, car les plus gros contributeurs du Parti sont les gens riches qui seraient touchés par ces mesures ». On aura remarqué une constante : dès qu'on propose des politiques en rupture avec le système, on est désormais qualifié de populiste. Nous connaissons bien le procédé, au Parti de Gauche. Mais le plus grave, c'est qu'on voit là une dérive notable : rien ne peut se faire réellement tant que le système de financement politique aux États-Unis ne sera pas modifié. L'oligarchie a pris le pouvoir aux États-Unis. Comme le dit Warren Buffett, un financier qui est la 3^e fortune mondiale, « C'est une guerre de classes, et c'est ma classe qui est en train de gagner ». Éclairant. Les chiffres parlent d'eux-mêmes également : alors que ce sont près de 90% de prélèvements qui étaient effectués sur les revenus dans les années 50, ceux-ci sont en moyenne de 27% aujourd'hui. Et ils baissent encore. Mitt Romney, candidat du Parti Républicain à la présidentielle américaine, par ailleurs milliardaire, paye 14% d'impôts sur ses immenses revenus.

La réelle séparation des pouvoirs aux USA entérine cette inaction. Tant que le Congrès et le Président ne sont pas du même bord politique, les transformations sociales se font au compte-gouttes. La présidentielle américaine ne changera donc pas la face du monde. Il y a 4 ans, je faisais déjà part de mon scepticisme devant l'élection de Barack Obama, malgré l'immense élan d'espoir qu'il avait créé. Pour les raisons que je viens d'invoquer, tout ça est plus de l'ordre du symbole que d'autre chose. Du reste, compte tenu que les États-Unis sont un état fédéral, chaque État a une grande part d'autonomie dans les choix politiques qui sont effectués. Ceci explique que quelque soit le résultat, les changements seront bien plus mineurs qu'annoncés. L'avortement sera toujours autorisé dans quelques États, interdit dans d'autres. La loi sur les armes ne sera ni renforcée, ni assouplie...

Si on amuse la galerie avec cette élection, c'est pour faire oublier le fond de l'affaire. Si l'oligarchie a pris le pouvoir, c'est pour promouvoir la politique impérialiste de ce pays. Imposer son modèle culturel pour écouler ses marchandises. Contrôler des zones géographiques entières du monde pour capter les matières premières. Tels sont les 2 axiomes qui font que, quelque soit le prochain président des USA, rien ne changera vraiment.

C'est la raison principale pour laquelle nous ne pouvons cautionner d'être à la remorque de cette politique impérialiste comme le fait François Hollande en intégrant le commandement unifié de l'OTAN, ou bien en acceptant l'implantation de boucliers anti-missiles sur notre territoire national, ou encore de voter au Parlement européen le Grand Marché Transatlantique. La France doit continuer à jouer le rôle spécifique qu'elle a toujours tenu à cet égard, sans complaisance. C'est aussi comme ça que nous serons respectés par les Etats-Unis, plutôt que de leur servir de larbins, et ce quelque soit le prochain président.

Car, l'âne étant l'animal-symbole du Parti Démocrate, j'ose le dire : ce sera blanc bonnet et bonnet d'âne !

Vendredi, 26 Octobre 2012



Tchernobyl et Fukushima n'y auront pas suffi. Les oligarques français et les élus à leurs soldes continuent de mettre nos vies en danger pour faire du profit.

Je vous livre ce communiqué de presse dénonçant le passage en Essonne d'un train rempli de déchets nucléaires provenant d'Italie, traversant toute la France pour aller jusqu'en Normandie.

RFF ou «Radioactivité ferrée de France»

Un train de marchandises est parti d'Italie ce lundi 9 mai. Il devrait atteindre Valognes dans le Calvados mercredi 10 mai vers 12h30. Deux conteneurs contenant des déchets radioactifs usés s'y trouvent.

Le convoi va ainsi contourner Paris mardi entre 5h00 et 8h00 du matin, ce qui correspond aux heures de pointe du trafic voyageurs de la banlieue parisienne sur le même parcours. Avant de transiter par les Yvelines et après être passé par le Val de Marne, ce train passera par l'Essonne.

Je dénonce l'inconscience avec laquelle Réseau Ferré de France et la nouvelle Direction des Circulations Ferroviaires planifient le transport de matières hautement dangereuses et mettent ainsi en danger les populations, en l'occurrence les Essonnais et essonniennes.

Je dénonce dans le même temps l'opacité et l'insuffisance des contrôles effectués en amont ou non effectués au moment de l'entrée des wagons «Castor» sur le réseau fret de la SNCF, alors même que les transports de matières dangereuses devraient justement être plus sûrs par chemin de fer.

Si l'Italie s'inquiète à juste titre après Fukushima au point de remettre en cause l'avenir de sa filière nucléaire, le gouvernement français est incapable de résister aux lobbies pro-nucléaires.

Alors que l'urgence est à la planification écologique et à la sortie programmée du nucléaire, le gouvernement autorise des bombes roulantes à circuler sur les voies au contact de la population.

Mobilisés autour de cette question, les militants et élus du Parti de Gauche souhaitent que soit engagé au plus vite un vaste processus de planification écologique qui éviterait de telles aberrations.

Sur le parcours de ce train fou, ils informeront la population sur un risque qu'on lui fait courir à son insu.

Des chiffres **ET DES ÊTRES**



Le Front de Gauche a lancé une grande campagne contre l'austérité. Ah, l'austérité ! Longtemps tabous dans la bouche des gouvernants, la rigueur et l'austérité ont été niées par ceux qui la pratiquaient. Pourtant, un peu de « rigueur budgétaire, c'est nécessaire ». Pourtant, il faut gérer le budget de l'État « en bon père de famille ». Vous connaissez ces arguments. Alors pourquoi rigueur et austérité ont longtemps fait peur ? J'y reviendrai.

Peu à peu, pourtant, ces mots sont revenus sans complexe dans la langue des dirigeants. Aujourd'hui en France, le PS n'hésite plus à dire qu'il fait de la rigueur « socialement juste ». Ben tiens. Ça n'existe pas une rigueur « socialement juste ». parce que l'austérité, c'est priver l'action publique de moyens. Et l'action publique bénéficie à tous, même à ceux qui n'ont rien ou pas grand chose. Alors que les riches peuvent s'en passer. C'est donc par essence injuste. Mais pire, c'est inefficace. De plus en plus d'économistes pourtant loin d'être des marxistes orthodoxes s'élèvent contre l'inefficacité des plans d'austérité. De toute manière, il ne faut pas avoir fait de longues et brillantes études pour s'en apercevoir. Depuis 2010, 40 plans de rigueur ont été mis en place en Europe. La France a reculé le départ d'âge de la retraite et allongé les durées de cotisation. Elle a gelé le traitement des fonctionnaires pour la 3ème année consécutive. Un départ à la retraite sur 2 n'est toujours pas compensé dans la fonction publique. 2250 milliards vont être retirées aux collectivités locales ces 3 prochaines années. Le chômage atteint 10,5% de la population active, soit 3,17 millions de personnes, une hausse de 10,7% en 1 an. Depuis 2009, 1087 usines ont fermé, dont 208 en janvier de cette année.

Des chiffres consternants de cette inefficacité, vous en voulez encore ? La privatisation de l'eau dans la ville de Pacos de Ferreira a entraîné une hausse de la facture d'eau de près de 400% en quelques années, et chaque année, elle continue d'augmenter au rythme de 6%. On passe à la Grèce ? Un taux de chômage de 27%, soit 31% de plus qu'il y a 2 ans. 61,1% chez les jeunes. Suppression des allocations familiales, suppression des allocations de logement. Le SMIC à 460 euros. OK, c'est la Grèce. On passe à l'Allemagne, ce pays modèle ? Une coiffeuse y gagne, en toute légalité, 4 euros de l'heure. Une vendeuse 5,70 euros et une serveuse 6,20 euros. Les disparités régionales font qu'un intérimaire est payé 7,79 euros ou 6,89 euros de l'heure selon qu'il travaille à l'ouest ou à l'est du pays. Au total, 6,5 millions d'Allemands sont employés dans un secteur à bas salaire et payés aux deux tiers du salaire médian national.

Des chiffres assommants. 40 plans de rigueur pour arriver à ça. Pendant ce temps, la France détient le record du nombre de millionnaires. Il y avait 140 milliardaires il y a 25 ans, ils sont 1226 aujourd'hui. C'est 16 de plus que l'an passé, qui avait déjà été présenté comme une année record. Oui oui vous ne rêvez pas, je parle bien de 2010 et 2011, ces 2 années de crise qui nous obligent à nous serrer encore un peu plus la ceinture paraît-il. Au 100ème plan de rigueur, il y aura sans doute encore plus de riches encore plus riches. Et bien sûr encore plus de pauvres encore plus pauvres.

Ça serait presque risible d'absurdité si ce n'était si dramatique. Car l'économie, ce ne sont pas que des chiffres. Sortons de l'actualité telle qu'elle est présentée dans les journaux télévisés. « Ce mois-ci, 29.370 demandeurs d'emploi en plus – sans transition, retour sur un métier en train de disparaître : boulanger dans les villages ruraux – sans transition, 3 SDF sont morts de froid cette nuit – sans transition, le club de foot de l'Olympique de Paris achète Machin-Chose 42 millions d'euros – sans transition, le patron de l'entreprise Vinci reçoit un parachute doré de 13 millions d'euros ». Mais si, justement, il faut les faire ces transitions ! Car tout ceci est lié.

Lorsque Babakar Ndiaye est jeté sur les rails de la station Thisseio à Athènes par l'un des dix agents de la police municipale qui l'avait pris en chasse parce qu'il vendait sur le trottoir des faux sacs Vuitton ou des parapluies chinois, ce n'est pas un fait divers macabre. C'est la conséquence directe de la crise en Grèce, qui développe le racisme et la barbarie.

Lorsque 2 personnes s'immolent devant Pôle Emploi, ce n'est pas un fait divers. C'est le révélateur d'une terrible violence sociale.

Lorsque le RER D a 47 minutes de retard pour la 2ème fois dans la semaine, mettant en périls emplois, carrières, entretiens d'embauches, scolarité, ce n'est pas un fait divers. C'est la conséquence du désengagement de l'État en matière de transport et la privatisation du rail.

Les parents absents de 6h45 à 20h du foyer familial pour aller travailler dans des horaires atypiques à l'autre bout de la région parisienne, ce n'est pas du Zola.

Le ventre qui grouille, les placards vides, l'angoisse de ne pas pouvoir donner correctement à manger à ses enfants, ce n'est pas une télé-réalité de M6. Les files d'attente qui s'allongent chaque hiver un peu plus pour aller chercher à manger aux Restos du cœur, ce n'est pas un entrefilet télévisé une fois par an quand l'hiver approche.

L'enfant de 8 ans arraché devant ses camarades de classe pour être embarqué de force dans un avion

qui l'amènera dans un pays qu'il ne connaît pas, parce que ses parents sont coupables d'avoir essayé de vivre d'un salaire de misère dans des conditions de travail d'un autre temps dans le pays des Droits de l'Homme, à la tradition de terre d'accueil, ce n'est pas un débat télévisé « sur une politique migratoire responsable ».

Et cet autre enfant que le Maire refuse de scolariser car il vit dans une caravane ? Et ces familles privées d'électricité ?

Ce ne sont pas des cas isolés. Ce sont des cas de plus en plus nombreux, et ce dans toute l'Europe. Ce sont des souffrances humaines cachées par la froideur des chiffres. C'est la conséquence abominable, viscéralement insupportable de 40 plans d'austérité.

Lundi, 04 Mars 2013

Face à la finance, aux lobbies et mafias, **LA CAMPAGNE DES EUROPÉENNES DOIT S'ENGAGER TOUT DE SUITE**

Entretien avec **Gabriel Amard, Président de la Gauche par l'Exemple, candidat PG aux élections européennes**

**Dans nos communes
et en Europe
PLACE AU PEUPLE**

Au vu de votre parcours politique, pourquoi vous présenter ?

GA. Il est vrai que je suis élu local depuis longtemps. J'ai été maire, je suis président d'agglomération. Cependant, les mesures que j'ai engagées ces dernières années ont une valeur nationale et européenne et non seulement locale. Je veux donc maintenant porter ces combats politiques au Parlement européen.

Quel est votre combat politique ?

GA. Je souhaite chasser la finance et les multinationales des biens publics. Dans ma vie, j'ai créé une régie publique de l'eau et de l'assainissement en rompant les rangs face à l'empire Santini-Veolia, participé à sortir une multinationale Suez du trai-

tement des déchets d'un département tout entier et ouvert un approvisionnement d'eau publique au cœur de leur monopole pour cela. Les biens communs relèvent de l'intérêt général, parfois de la vie humaine, comme l'eau. Il est indispensable que ces ressources ne soient pas aux mains des grands groupes aux méthodes douteuses. Il faut que le peuple se réapproprie ces biens communs et les gère lui-même dans l'intérêt de tous. Or la finance et les multinationales gouvernent en Europe. Grâce à leurs puissants réseaux et lobbies, elles y font la pluie et le beau temps et vont à rebours de cette logique ! C'est pourquoi j'ai participé aux côtés de Paul Raoul à la cofondation de France Eau Publique, le premier réseau des gestionnaires publiques de l'eau pour contrecarrer ces lobbies en France et en Europe. Il rassemble au bout d'un an plus d'usagers de l'eau en France que Suez n'a de clients en la matière.

Vous portez un regard sévère sur la construction européenne... ?

GA. Sévère mais réaliste. Le capitalisme néo-libéral fait toujours plus de ravages, en France, en Europe

et dans le monde. Tous les jours des fermetures d'usines, des délocalisations, tous les jours des Etats soumis aux rapaces de la finance, au tout puissant marché, tous les jours des réformes qu'on dit structurelles mais qui déstructurent les services publics, en privatisant à bas prix ce qui fait la force d'un pays et qui représente le Bien Commun. Tous les jours plus de pauvres, plus de femmes et d'hommes vivant dans la rue, toujours plus d'austérité.

Or c'est la Commission européenne qui est à l'instigation de ces politiques ! A quoi mène l'Europe qu'on nous a construit ? A rien. Aujourd'hui, la xénophobie, la haine montent de toutes parts ! Il n'y a plus d'espoir d'une Europe sociale ! L'accumulation des réformes structurelles partout en Europe, imposées par la Commission, tue l'Etat social, laissant chacun seul face à l'ogre qu'est le marché ! Le dumping fiscal et social, savamment orchestré par la libre circulation des capitaux achève le modèle social européen en favorisant les délocalisations ! Plus aucune coordination écologique n'est réellement tenable dans ces conditions ! Ce sera encore pire avec le Grand Marché Transatlantique !

Quelle est la cause pour vous d'une telle situation ?

GA. Quel est le mal qui ronge de l'intérieur l'Union européenne ? Ils sont au nombre de trois : la finance, les multinationales et les mafias.

C'est donc l'analyse que vous en faites... ?

GA. Oui évidemment. Et ce sera mon axe de campagne. Commençons par la finance voulez-vous ? La finance, elle a des noms, des visages, des adresses et une terrible influence en Europe, contrairement à ce que disait le candidat Hollande.

Les banques d'affaires et d'investissement tissent leurs réseaux dans la plupart des cabinets des gouvernements nationaux et européens. En France, c'est la banque Rothschild qui a pignon sur rue à l'Elysée, avec Emmanuel Macron ! En Europe, c'est un niveau au-dessus. Mario Draghi, président de la Banque centrale européenne et Mario Monti, ex-premier ministre italien, sont tout droit issus de la banque Goldman Sachs ! Tisser des réseaux a un but : exercer une influence directe sur les politiques européennes.

On peut imaginer que ces personnes distinguent intérêts publics et privés ?

GA. On peut imaginer et rêver aussi ! Mais quand on voit les politiques menées, il est plus que raisonnable d'en douter !

Regardons dans le détail. La Banque centrale européenne mène une politique de maîtrise de l'inflation, d'euro fort et depuis peu accorde aux banques des liquidités. L'inflation permettrait de résorber une partie de la dette des Etats, ce à quoi la BCE

se refuse. Elle soutient donc l'idée qu'il faille des réformes structurelles et l'austérité pour réduire sa dette ! L'euro fort ne profite qu'à l'Allemagne qui a su imposer sa vision monétaire d'un euro fort (comme l'était le mark). Il assure une forte rémunération du capital pour les rentiers. Et l'Allemagne qui exporte des produits haut de gamme n'est pas impactée par l'euro fort. Enfin, la BCE ne se soucie pas des 1000 milliards, la moitié du PIB de la France pour rappel, donnés aux banques ! Cet argent n'a jamais trouvé le chemin de l'économie réelle ! Il a tout de suite été joué en bourse !

Je comprends votre analyse, mais les multiples sommets européens luttent justement contre la finance.

GA. Parlons- en justement de ces sommets européens pour soi-disant sauver l'Union et l'euro. A chaque sommet sur la crise grecque, les marchés frisaient l'hystérie, histoire de déstabiliser l'économie du pays et de l'Union, et le but des politiques était de trouver l'accord le plus favorable à la finance, pour « calmer » les marchés comme disent les belles personnes. D'ailleurs, ils ne se sont pas privés de spéculer sur l'euro, ni sur les dettes (en jouant sur les titres obligataires) de la Grèce, de l'Espagne, de l'Italie et du Portugal... Ils ont même réussi à imposer directement leur volonté via la troïka qui regroupe la Commission européenne, la BCE et le FMI. Au menu pour la Grèce, réformes structurelles, austérité et privatisations. Pour Chypre, la taxation des dépôts bancaires en-deçà de 100 000 euros a failli passer !

Pourtant la Commission européenne envisage de taxer les transactions financières... ?

GA. Concernant la libre circulation des capitaux, la finance s'arrange toujours pour passer entre les mailles du filet ! Le temps de la fin des paradis fiscaux en Europe n'est pas pour aujourd'hui, alors qu'elle est à l'origine de pertes énormes pour les trésors publics de chaque Etat. De même, Moscovici, ministre des Finances solférinien, a enterré l'idée d'une taxation sur les flux financiers. Et de toute façon, les lobbies à Bruxelles avaient déjà fait le travail ! La finance n'est décidément pas l'adversaire du parti solférinien...

Vous n'évoquez pas le TSCG, pourtant fortement décrié par le Parti de Gauche ?

GA. J'allais y venir. Avec le traité Merkozy, la finance a réussi son dernier pari. La Commission européenne pourra émettre un avis, qui sonnera comme un impératif, sur les projets de budgets nationaux. La réduction des déficits et les réformes structurelles seront au menu et seront la contrepartie de la validation des budgets. Autant dire que le dépeçage

Plus aucune coordination écologique n'est réellement tenable dans ces conditions ! Ce sera encore pire avec le Grand Marché Transatlantique !

L'action conjointe des charognards de la finance et des rapaces des multinationales, ne pourrait avoir lieu sans la constitution de réelles mafias au sommet des Etats et de l'Union européenne ! Et je mesure mes mots.

des Etats, les privatisations, au profit des grandes banques et des grands groupes sont à l'ordre du jour. En clair, la crise est le merveilleux moyen pour la finance d'achever son projet de destruction de l'Etat et d'enrichissement aux dépens des peuples !

Vous évoquiez également la lutte contre les multinationales... ?

GA. La finance agit de concert avec les firmes multinationales, qui avancent sur les reniements des gouvernements et qui imposent leur vision d'une mondialisation capitaliste et ultra-libérale !

C'est-à-dire... ?

GA. Elles imposent leur volonté à la Commission européenne, complice. On le voit avec Monsanto, que la Commission est toujours prête à satisfaire, ou avec Coca-Cola, qui subit moins de restrictions en Europe qu'aux USA !

En fait, trois moyens, toujours plus graves, sont utilisés.

Tout d'abord le marché unique et la concurrence libre et non faussée. C'est au cœur du projet européen, dès ses débuts. Un groupe d'industriels a donné une feuille de route à la Commission Delors, qui a appliqué les mesures préconisées, presque sans modification ! Le marché unique assure la libre circulation des capitaux, mais aussi le dumping fiscal et social, ferment des délocalisations et des pressions à la baisse sur les droits sociaux. En plus, l'UE est la seule entité au monde à ne pas être protectionniste. Qu'on regarde le conflit entre Airbus et Boeing ! Tous les produits arrivent en Europe et nous exportons avec toutes les difficultés du monde les nôtres !

Cette domination de plus en plus absolue se fait avec les ententes sur les prix et la constitution de cartels entre multinationales ! Regardons les télécoms ! Ou encore l'entente sur les prix de l'eau ! Et qu'on n'aille pas se fier aux prétendues enquêtes et sanctions de la Commission européenne, qui ne sont là que pour faire bonne figure !

Vous oubliez l'accord de libre-échange avec les Etats-Unis en cours de négociations... ?

GA. Le Grand Marché transatlantique sera au cœur de mes critiques. L'accord de libre-échange est limpide. Les multinationales ont fait pression sur le gouvernement américain et la Commission européenne pour engager des négociations. Les nord-américains y ont un intérêt. Conserver leur hégémonie commerciale chancelante et sortir de la crise via l'expansion économique et l'ouverture sur de nouveaux débouchés. L'Union européenne...on ne sait pas trop, sinon s'accrocher au principe absurde de la concurrence libre et non faussée...La conséquence pour les

Etats européens est clair : abolition des tarifs douaniers, abaissement drastique des normes sociales et écologiques... En français ça donne du poulet au chlore et du bœuf aux hormones dans nos assiettes et des salariés sous payés et toujours plus précarisés ! Nous avons déjà un aperçu avec l'accord de libre-échange entre l'UE et le Canada ! Il préfigure celui avec les Etats-Unis.

Je conçois vos critiques, mais comment ces groupes usent-ils de leur influence autre que par le lobbying, qui est légal à Bruxelles ?

GA. L'action conjointe des charognards de la finance et des rapaces des multinationales, ne pourrait avoir lieu sans la constitution de réelles mafias au sommet des Etats et de l'Union européenne ! Et je mesure mes mots.

Quand la finance et les multinationales envahissent les cabinets, à grand renfort de pantouflage, pour faire avancer leur projet néfaste, que sont-elles ? Quand elles s'introduisent dans les succursales de la Commission et négocient en catimini des décisions cruciales, que sont-elles ? Quand elles constituent des lobbies surpuissants qui achètent littéralement les votes des députés européens, avec de somptueux cadeaux, que sont-elles ? Quand elles contraignent un commissaire européen à rendre complètement caduc son projet de réglementation des lobbies, que sont-elles ? Quand elles favorisent le blanchiment d'argent des activités criminelles, pour des questions financières, mais aussi pour le trafic de drogues, d'armes ou l'esclavage, que sont-elles ? Les paradis fiscaux existent encore en Europe !

C'est donc sur ces trois éléments que vous fonderez votre campagne électorale ?

GA. Oui en effet. Les élections européennes seront de réelles élections politiques. Ce sera l'occasion pour le peuple de se prononcer sur l'austérité, sur l'orientation néo-libérale de l'Union européenne, et sur la politique de l'euro fort, imposée par Merkel ! Nous devons faire comme en 2005 : sanctionner et dégager ces politiques qui affament le peuple et nous mènent au gouffre ! Ce sera l'occasion de montrer le vrai visage du parti solférinien et de la sociale-démocratie européenne ! Ils sont en passe de s'accorder pour faire de Martin Schulz, président du Parlement européen, le candidat à la présidence de la Commission. Et ce même Martin Schulz serait aussi le candidat d'Angela Merkel, donc de la droite ! De telles compromissions sont légion.

Je veux montrer le vrai visage de l'Union européenne ! Le visage des compromissions et des mafias ! Le visage des alliances avec la finance et les multinationales ! Nous devons aussi concentrer notre cam-

pagne sur ces dénonciations ! Il faut attaquer sans relâche la finance, les multinationales et ces mafias de haut vol ! En révélant tous leurs actes et tous les compromis pourris que les politiques font avec eux ! Nous devons être des objecteurs de conscience ! Des gardes fous du Bien commun !

Vous avez tout de même un programme du Parti de Gauche ?

GA. En effet, nous disposons d'un texte d'orientation qui sera discuté, amendé par les militants. Ce texte est en total accord avec mes idées politiques. Il postule à raison qu'on ne changera pas l'Europe de l'intérieur. Il faut révolutionner l'Union européenne ! En désobéissant aux traités! On ne fait rien sans la France en Europe. Il propose de développer une autre économie, au service des humains et non l'inverse. Il propose la fin de l'indépendance de la BCE et un changement clair d'orientation monétaire ! Il promeut le protectionnisme solidaire et écologique ! Enfin, peut-être le plus important, il avance l'idée d'une planification écologique européenne. Avec l'instauration de la règle verte et de véritables mesures pour amorcer la transition écologique.

Ce programme s'appuie également sur notre manifeste pour l'écossocialisme qui regroupe 18 thèses, fruit d'une démarche ouverte lancée par les Assises pour l'écossocialisme initiées par le Parti de Gauche et de nombreuses personnalités, associations, syndicats et revues en 2012. Face à l'oligarchie financière mondialisée, aux gouvernements soumis aux lobbies des multinationales, aux idéologues de la concurrence « libre et non faussée », du capitalisme vert et du libre échange, l'écossocialisme est une alternative pour imposer l'intérêt général humain : partager les richesses, fonder une nouvelle économie des besoins et de la sobriété, préserver le climat, l'écosystème et sa biodiversité.

Lundi, 04 Novembre 2013

“
La Gauche
pour de bon,
l'écologie
pour de vrai,
la République
pour tous”

“C'EST
POSSIBLE !”
LA PREUVE PAR L'EXEMPLE



WWW.MMM
gabrielamard.fr

Après l'Union Européenne, LA FRANCE S'Y MET : UNE CIRCULAIRE ÉMANANT DE LA HAUTE FONCTION PUBLIQUE CONVERTIE AUX POLITIQUES AUSTÉRITAIRES



DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
DIRECTION DES COLLECTIVITÉS LOCALES
Direction de la gestion comptable et financière des collectivités locales
Unité CL1A Expertise Juridique
100 rue de Bercy - Télédock 685
PARIS cedex 12

Paris, le 03 JUIN 2013

Le Directeur Général des Finances Publiques

à

Mme et MM. les Délégués du Directeur Général

Mmes et MM. les Directeurs régionaux et départementaux
des finances publiques

Suivi par Etienne ERASIMUS
e.erasimus@dgifp.finances.gouv.fr
33 18 74 35 - 01 53 18 36 86

Doc : DGFIP 2013/03/10247

Blanc
Circulation
de service

Objet : Concertation avec les collectivités locales pour maîtriser l'augmentation des charges de la DGFIP découlant de la réinternalisation de la gestion de certains services publics locaux

Depuis le temps qu'on vous le dit... Les politiques austéritaires font l'unanimité parmi la caste dirigeante, que celle-ci soit dans la finance, les gouvernants ou les hauts fonctionnaires.

Elles profitent à ceux qui possèdent, que ce soit argent ou pouvoir. Elles dépouillent les peuples au détriment des élites. Elles privent les peuples des moyens de décision, rognent leurs revenus, pour confisquer le pouvoir dans les mains de quelques uns et accumuler des fortunes pour une poignée de privilégiés.

Tout ceci est bien concret et se cache dans quelques circulaires de la commission de l'Union Européenne, par exemple. Mais pas seulement. Voilà que ça peut également très bien se cacher dans une circulaire pondue par quelque haut fonctionnaire en direction de son administration. En voici la preuve.

La Direction Générale des Finances Publiques adresse une circulaire à ses cadres locaux afin de les inciter à concerter « avec les collectivités locales pour maîtriser l'augmentation des charges de la DGFIP découlant de la réinternalisation de la gestion de certains services publics locaux ». En d'autres mots, comment convaincre les élus locaux de ne pas avoir

recours aux remunicipalisations des services publics locaux pour les garder dans les mains des délégations au privé. Rien de moins !

Et au cas où ces élus récalcitrants auraient la mauvaise idée de s'entêter à servir l'intérêt général, pas de problème : on établit un véritable vade-mecum destiné à obtenir des contreparties auprès des collectivités.

S'en suit alors un véritable manifeste du parfait fonctionnaire converti aux vertus libérales : comment empêcher les élus locaux de « re-municipaliser ». Les agents des trésoreries sont sommés de devenir de véritables militants politiques des « partenariats publics-privés » ! Les arguments sont d'un égoïsme total. Il est fait état de « transferts de charges » non effectuées par les collectivités vers les services de l'État alors que les remunicipalisations entraîneraient des sommes de travail supplémentaires. C'est complètement oublier que cela fait des années que l'État se défait sur les collectivités locales en, parallèlement, supprimant dotations sur dotations. Les régies publiques d'eau sont nommément citées. Ce n'est évidemment pas un hasard. De plus en plus de collectivités sont sensibles au fait que les régies publiques offrent une meilleure gestion qu'une délégation au privé. Pour des factures moins chères et plus transparentes pour l'utilisateur, la gestion publique de ce bien commun permet également une attention plus particulière à la ressource et un meilleur entretien des outils. Les multinationales de l'eau tremblent, le pactole sur lequel elles prospèrent depuis des décennies est en train de s'envoler. Cette circulaire serait-elle le fruit d'un véritable lobbying de leur part ?

D'ailleurs, ici apparaît un argument bien connu des multinationales : le fameux « taille critique » du service. Argument complètement inopérant pour les régies de l'eau, puisque « l'eau paye l'eau » et que chaque « contrat » à sa propre économie. Les effets de mutualisation avec les économies d'échelles induites que devraient permettre une multinationale

Europe :
**NON au traité
de l'austérité !**

www.lepartidegauche.fr

Parti de
Gauche **FRONT
DE GAUCHE**

n'existent pas : chaque contrat passé doit être en équilibre (et même dégager des marges).

Du coup, la circulaire annonce de véritables mesures de rétorsion pour les collectivités qui passeraient en régie ! Elle demande aux comptables publics d'informer les élus que toute augmentation du nombre de titres de recette se traduira par une diminution des poursuites vis à vis des redevables de sa collectivité qui ne paieraient pas spontanément. Cela signifie qu'il est dit à une collectivité que la mission des trésoreries ne sera plus remplie volontairement.

La circulaire évoque ensuite un certain nombre de préconisations à faire auprès des collectivités que les comptables publics n'auraient pas réussi à faire changer d'avis. Qu'ils se rassurent : lorsque les élus « remunicipalisent », c'est très souvent parce qu'ils ont le souci de l'intérêt général. Les préconisations comme la dématérialisation et l'informatisation des titres et paiements sont bien souvent d'ores et déjà réalisées. C'est en tout cas ce que pratique le réseau des gestionnaires publics de l'eau France Eau Publique (FEP) pour 6,5 millions d'utilisateurs dans le pays.

Pour conclure, je dirais que cette circulaire est éminemment symbolique. Elle favorise les multinationales, les délégations au privé, au détriment des usagers pour qui, bien souvent, les régies publiques sont moins chères (-20% en moyenne en France entre les tarifs pratiqués par une régie par rapport à une entreprise privée sur l'eau). Elle tend également à priver les citoyens de leurs moyens de décision. Le débat sur le mode de gestion peut faire l'objet d'un véritable débat politique. Une fois créée, une régie peut aussi occasionner un véritable débat sur les conditions d'accès à ce service public (tarification, gratuité, etc.). Enfin, les usagers peuvent participer directement à la gestion de leur service public via une régie ; ce n'est pas du tout le cas lors d'une délégation au privé. Bref, une circulaire administrative qui impose une politique austéritaire. La politique libérale européenne déclinée jusque dans nos villes, en somme...

Mardi, 25 Juin 2013



Depuis longtemps nous le disons :
la politique européenne désespère
les peuples européens avec ses directives
libérales «austéritaires».

A Paris comme à Strasbourg, : **NOUS DISONS «NON» À LA RIGUEUR !**

Celle-ci est en cohérence avec les politiques budgétaires des nations européennes, qui les unes après les autres appliquent des recettes austères. Les gouvernements capitulent tous devant les banques et la finance, qu'ils soient libéraux ou sociaux démocrates. Ces politiques, pourtant, n'ont aucune efficacité : elles aggravent les problèmes sociaux, politiques et économiques... mais ont l'immense avantage de continuer d'enrichir les banquiers et les financiers ! Ce que nous craignons vient pourtant d'arriver, à peine les 1^{ers} pas effectués sur la scène européenne par la majorité socialiste. Le Parlement européen se prononçait hier sur les conclusions du sommet européen via une résolution non législative.

La droite, les sociaux démocrates et les verts ont une nouvelle fois fait une résolution commune donnant satisfaction aux chefs d'Etat et de gouvernement. L'ensemble des députés PS a voté pour ce texte avec tous les députés UMP et MODEM. Ils s'étaient pourtant abstenus lors des votes précédents sur le Pacte budgétaire que les conclusions du sommet européen avalisent.

Ceci est cohérent avec la volonté de l'Elysée qui veut une ratification éclair du «paquet européen». François Hollande et Jean-Marc Ayrault envisagent de faire approuver les résultats du sommet européen du 29 juin par les députés et sénateurs dès le mois de juillet. On peut donc présager du vote que feront les députés PS lorsque ce pacte sera soumis au vote du Parlement.

Après l'abstention, voilà qu'ils nous poussent à voter contre, comme Jean-Luc Mélenchon ainsi que le groupe auquel appartient le Front de Gauche au Parlement européen (GUE/NGL) l'ont fait. Nous savons qu'un gouvernement de gauche peut résister et tenir

bon face aux pressions des banques. La France, par la position cruciale qu'elle occupe en Europe, a la capacité de proposer des coopérations politiques à ceux qui le souhaitent, afin de démontrer aux peuples européens qu'il est possible de faire autrement. D'ores et déjà une autre gauche de gouvernement se tient prête : il s'agit du Front de Gauche.